

6 avril 2017 revue de presse	2
6 avril 2017 revue thématique DD	6

06 AVR. 2017

SAINT-JEAN

Les taux d'imposition restent stables



Les élus de la majorité votent le compte administratif alors que le maire s'est momentanément retiré comme le veut la loi.

Réuni autour du maire Marie-Dominique Vézian, le dernier conseil municipal a été en grande partie consacré au vote de budget. Bruno Espic, adjoint aux Finances, a souligné : « L'exercice 2016 était placé sous le signe de la vigilance et de la prudence. C'est pourquoi le budget primitif 2016 a été marqué par une baisse des dépenses courantes de fonctionnement, la stabilisation des dépenses du personnel et une revalorisation des taux de fiscalité ». L' élu a rappelé : « Grâce à l'effort de tous, l'exécution du budget 2016 a été des plus satisfaisantes permettant même de dégager des ressources supérieures à celles attendues ». Et Bruno Espic d'énu-

mérer des dépenses de fonctionnement moins importantes que celles inscrites, une masse salariale particulièrement maîtrisée, certaines recettes bien plus élevées qu'imaginées et des subventions d'investissement qui n'avaient été prévues. La conjugaison de tous ces facteurs a donc permis de présenter un compte administratif 2016 dégageant un excédent de la section de fonctionnement de 1 186 330,56 € et un excédent de clôture de la section d'investissement de 3 629 946,93 €. L'opposition et le groupe communiste se sont abstenus lors du vote.

Le budget prévisionnel 2017 a été élaboré dans le cadre contraint du débat d'orientation bud-

gétaire du 30 janvier dernier. Les ressources des collectivités se raréfient les obligeant à resserrer leurs dépenses. « C'est le travail qui a été mené avec l'ensemble des services municipaux afin de garantir la pérennité des services publics de qualité de notre commune mais aussi pour assurer la réalisation des projets décidés par le conseil municipal » a précisé Bruno Espic avant d'ajouter : « Grâce aux résultats de l'année 2017, non seulement il n'y aura pas de hausse de la fiscalité, mais en plus le niveau d'épargne sera des plus acceptables en cette période financièrement serrée ». Là encore, lors du vote, l'opposition et le groupe communiste se sont abstenus.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

infrastructures

06 AVR. 2017

A Toulouse, les travaux publics retrouvent des couleurs

l'essentiel ▼

Très touché par la crise, le secteur peut compter sur d'importantes commandes publiques, notamment de Toulouse Métropole. De quoi songer à réembaucher.

Il y a des signes qui ne trompent pas. Le nombre d'offres d'emploi des agences d'intérim qui augmentent. De grosses commandes publiques qui tombent, et promettent de couvrir sur plusieurs années. Des entreprises qui, sentant le vent tourner, se préparent à étoffer leurs effectifs.

« On ne peut pas dire que c'est l'euphorie pour le secteur des travaux publics, mais on entrevoit une sortie du tunnel », avance prudemment Isabelle Ferrer, secrétaire générale de la Fédération des Travaux Publics de Midi-Pyrénées. « Ça frémit au niveau de la métropole toulousaine. »

Très durement touché par la crise, le secteur repart peu à peu, porté par d'importantes commandes, qui émanent notamment de Toulouse Métropole. À mi-mandat des municipales, il est l'heure pour les élus de lancer de gros chan-



La rénovation des allées Jean-Jaurès, un des chantiers les plus importants de la métropole toulousaine. / DDM, M Viala

tiers. Le parc des expositions de Beauzelle, les ramblas et le parking Jean-Jaurès, le parvis de Saint-Sernin ou encore l'aménagement du quartier de la gare vont permettre de dynamiser les travaux publics au niveau local pendant plusieurs années. « Difficile de quantifier les besoins, mais il y en aura », assure Isabelle Ferrer. Avec Pôle emploi, la FRTP essaie précisément de les anticiper. « Avec les grosses difficul-

tés du secteur, beaucoup de personnes qualifiées se sont réorientées, notamment dans l'aéronautique », explique Christine Ordy-Lalanne, du Pôle emploi Toulouse-Occitane.

Déficit d'image

Il va donc falloir susciter des vocations. Avec son équipe sensibilisée à ces questions, la responsable mise beaucoup sur des ateliers découvertes or-

JOB DATING

Les personnes intéressées par le secteur des travaux publics n'ont qu'un numéro à composer, celui de l'agence Pôle emploi Toulouse-Occitane : 05.61.99.73.84. Des ateliers de présentation des métiers sont organisés très régulièrement. Par ailleurs, des job dating sont organisés avec des entreprises et des agences d'intérim le lundi après-midi. Enfin, le 20 avril prochain, une session de rencontre et recrutement avec des employeurs se déroulera à la MCEF de Bellefontaine.

ganisés très régulièrement à l'agence, ainsi que sur des sessions job dating (voir encadré). Tandis qu'une concertation avec la FRTP permet de mettre sur pied des actions de formation préalable à l'embauche. « Le problème, c'est que le secteur souffre encore d'un déficit d'image, reconnaît Christine Ordy-Lalanne. Certains métiers sont méconnus, les gens ont tendance à confondre avec le bâtiment. Et les conditions de travail ont beaucoup évolué ces dernières années. »

M.B.

06 AVR. 2017

transport

3^e ligne de métro : la polémique rebondit autour de la nomination de Vandevoorde

TOULOUSE/La nomination de Patrick Vandevoorde comme président du Conseil scientifique chargé notamment d'évaluer les alternatives à la 3^e ligne de métro fait des vagues.

Cette décision, annoncée lors du dernier conseil syndical de l'autorité organisatrice des transports, le SMTC Tisséo, le 29 mars, fait suite à la demande expresse de la Commission du débat public sur le projet de 3^e ligne. Elle a d'abord suscité des questions sur la rémunération du président (2 000 € par jour de vacation, soit entre 6 000 € et 8 000 € par mois pour le président) et sur le fait que les membres du Conseil scientifique n'étaient pas connus (ils toucheront aussi 2 000 € par jour de vacation).

Indépendance

Au-delà de la critique pécuniaire (Jean-Michel Lattes, pré-



Patrick Vandevoorde, président du conseil scientifique. / DDM.

sident du SMTC, et Jean-Luc Moudenc, président de Toulouse Métropole, ont estimé qu'il s'agissait d'un tarif normal d'expert), la polémique rebondit sur l'indépendance du Conseil scientifique et de son prési-

PRO DU MÉTRO

Patrick Vandevoorde est un professionnel reconnu des transports. Cet ingénieur X-Ponts né en 1949, aujourd'hui retraité, a débuté au CETE du Sud-Ouest, puis à la DDE de Haute-Garonne, et, comme directeur de l'agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine, de 1984 à 1988. Directeur de MTD de 1988 à 1998, la société qui a réalisé la ligne A du métro de Toulouse. Il dirige la Smat (ligne B) de 1998 à 2000, puis la SCET, et, en 2009, CDC Infrastructure, filiale de la Caisse des Dépôts.

dent, ces jours-ci.

Régis Godec, élu (Vert) municipal et métropolitain, s'étonne sur Facebook : « Jean-Luc Moudenc et Jean-Michel Lattes s'assoient sur les recommandations du président de la Com-

mission de débat public. Ils refusent la contre-expertise des projets alternatifs et créent un Conseil scientifique qui n'a aucune indépendance. Ce Conseil sera présidé par l'ancien directeur de la SMAT. Un ami donc, sans aucune indépendance en réalité ». L'élu écologiste rappelle que M. Vandevoorde dirigea aussi l'AUAT, et MTD, et fut à l'initiative des lignes A et B de métro.

Une accusation qualifiée de « malhonnête » par Jean-Michel Lattes, qui ajoute : « C'est un choix de compétence assumé. Sur le refus supposé d'expertise des alternatives... il vous suffira de lire nos délibérations ». Fermez le ban !

Le 29 mars dernier, Patrick Vandevoorde, dont la compétence est reconnue, avait estimé : « Si l'expérience de mon passé toulousain, et aussi d'ailleurs, peut être utile... »

Ph. E.

Aujourd'hui en France

SOCIÉTÉ

06 AVR. 2017

« Ce n'est pas parce qu'on est candidat qu'il faut souiller notre ville »

ENVIRONNEMENT En cette période de campagne présidentielle, l'affichage sauvage est massif. A Toulouse, Montpellier, Lille et Charleville, les municipalités font payer les pollueurs.

PAR CORALIE GARANDEAU

LES TÊTES et les slogans des candidats s'invitent en ce moment sur les murs des villes, sur les piliers de ponts, sur les coffres électriques. « Et même sur les portes de garages, les entrées d'immeubles, les vitrines des magasins... » complète Romuald Pagnucco, élu de Toulouse en charge de la propreté.

La Ville rose se veut « inflexible en période électorale ». Chaque matin, douze surveillants font leur tournée, notent les affiches illégales et envoient une équipe les retirer. Et adressent ensuite la facture aux partis à raison de 12 € par affiche décollée. Mille trois cents « interventions » ont été recensées ces trois derniers mois. Car ce nettoyage a un coût : 120 000 € par an.

PAS D'AFFICHAGE ÉLECTORAL AUTORISÉ EN DEHORS DE PANNEAUX PRÉCIS

A l'heure où la campagne est de plus en plus virtuelle, l'affichage des partis ne sert plus vraiment à informer. « C'est davantage une manière pour les militants de marquer leur territoire et d'indiquer à leurs adversaires leur puissance », estime la députée Catherine Troaillac (PS). La loi interdit tout affichage à caractère électoral en dehors des panneaux, et les contrevenants s'exposent à des amendes.



Paris, hier. Les affiches fleurissent aussi sur les murs de la capitale mais la Ville a décidé de ne pas poursuivre les contrevenants, « par respect pour la vitalité démocratique ».

Le passage des militants de François Asselineau, placardant les voies de Charleville-Mézières tous azimuts, déclenche l'indignation de Salah Chaouchi, le Monsieur Propre de la ville. « Ce n'est pas parce qu'on est candidat qu'il faut souiller notre ville ! » Coût de l'amende pour le candidat Asselineau : 905 €. « Nous appliquons le principe pollueur-payeur, sans distinction entre les partis », précise l'élu. Même principe à Lille (Nord), où la mairie socialiste a

décidé de faire payer les partis des candidats placardés sur ces affiches sauvages. A Montpellier, on croule aussi sous l'affichage sauvage ! « 18 000 affiches électorales ont déjà été retirées. Et 320 tags à caractère politique », explique-t-on à Montpellier Métropole.

La capitale n'est pas épargnée par les candidats en mal de visibilité. Cependant, ils n'y sont pas poursuivis. Par « respect pour la vitalité démocratique », dit-on à la Ville. Paris appelle les partis à

ne pas recouvrir le mobilier urbain, ni les palissades des chantiers, mais « ne peut pas être derrière chaque colleur ».

Les services de la voirie sont davantage préoccupés par les marques qui polluent les rues. Un « fléau » pour certains quartiers, où les enseignes placardent les murs et taguent les trottoirs. Cet affichage sauvage équivaut à de vraies campagnes de publicité, effectuées à très bas coût pour les entreprises. Le budget annuel de nettoyage

pour la capitale est de 145 000 € pour retirer ces campagnes éphémères, affichage politique compris. Selon Michel Blain, membre de l'association de défense de l'environnement Agir pour les paysages, « les villes ont les moyens de faire retirer toutes ces affiches, qui polluent même les ronds-points des petites communes, mais elles ne le font pas assez, en raison d'une réglementation complexe, et parfois de conflits d'intérêts ».

EVELINA LLEWELLYN

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

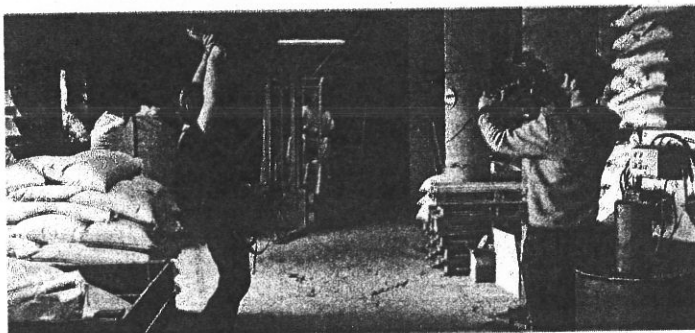
Nord-Est

cinéma

06 AVR. 2017

Ils filment la transition écologique

A quelques semaines des élections présidentielles, les enjeux écologiques se sont fait une place dans la campagne électorale. Plutôt que de laisser les politiques en parler seuls, les responsables de l'association Fredd (Film, recherche et développement durable), sont convaincus que les citoyens doivent, eux aussi, s'emparer du débat. Quoi de mieux qu'un bon film pour susciter les échanges ? La journée « Filmer demain » se propose de les favoriser. En Occitanie, les initiatives visant à expérimenter de nouveaux modes de production, à créer des circuits courts, à mieux protéger les ressources, sont nombreuses. L'association Fredd a mandaté l'agence de création audiovisuelle SapienSapiens pour aller filmer ces initiatives. Résultat :



Tournage dans une microbrasserie. / Photo Claire Burgain/SapienSapiens

plusieurs documentaires volontairement courts (5 à 8 mn en moyenne), qui seront projetés tout au long de la journée, en alternance avec des débats sur des thèmes variés. Il y en aura pour tous les goûts : relocalisation de la production alimentaire au travers des microbrasseries de bière du Tarn, protection du milieu marin avec l'exemple de la ré-

serve naturelle de Banyuls Cerdère, sensibilisation au développement durable en lycée professionnel, dialogue entre élus et citoyen... sans oublier d'élargir le débat au-delà des frontières.

Pierre Estournel

Vendredi 7 avril, salle Osète (6 rue du Lieutenant-Colonel Pélissier), Toulouse, de 10 heures à 22 heures, entrée libre.